

## SOMMAIRE

<b>I- PREAMBULE .....</b>	<b>2</b>
<b>II- ÉDITIONS PRECEDENTES .....</b>	<b>3</b>
<b>III- ACTIVITES PREPARATOIRES PRECEDANT LA 18<sup>EME</sup> EDITION .....</b>	<b>5</b>
III-1- ORGANISATION ET ASPECTS ADMINISTRATIFS .....	5
III-2- ASPECTS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES .....	5
III-2-1 <i>Objectifs du séminaire</i> .....	6
III-2-2 <i>Thèmes du séminaire et appel à communications</i> .....	6
<b>IV- CONFERENCES PLENIAIRES ET ACTES DU SEMINAIRE.....</b>	<b>9</b>
IV-1- SESSION D’OUVERTURE .....	9
IV-2- SESSION TECHNIQUE 1 : APPROCHES BASEES SUR LA VALORISATION DES RESSOURCES LOCALES : PROGRAMMES, PROJETS ET TECHNIQUES .....	10
IV-3- SESSION TECHNIQUE 2 : TECHNOLOGIES ALTERNATIVES ET INNOVANTES FAVORABLES A LA CREATION D’EMPLOI POUR DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS DE QUALITE	11
IV-4- SESSION TECHNIQUE 3 : PROMOUVOIR L’EGALITE DES SEXES ET L’AUTONOMISATION DES FEMMES GRACE A DES PROGRAMMES D’INVESTISSEMENT A HAUTE INTENSITE DE MAIN D’ŒUVRE (HIMO) .....	12
IV-5- SESSION TECHNIQUE 4 : LES EVALUATION DE L’IMPACT EMPLOI DANS DIFFERENTS CONTEXTES EN UTILISANT DIFFERENTES APPROCHES .....	13
IV-6- SESSION TECHNIQUE 5 : APPORTS DES PROGRAMMES D’INVESTISSEMENT A HAUTE INTENSITE DE MAIN D’ŒUVRE (HIMO) DANS LES SITUATIONS FRAGILES : RESILIENCE ET PAIX .....	14
IV-7- SESSION TECHNIQUE 6 : AMELIORATION DE LA MOBILITE DURABLE A TRAVERS L’UTILISATION DE L’APPROCHE A HAUTE INTENSITE DE MAIN D’ŒUVRE (HIMO) .....	16
IV-8- SESSION TECHNIQUE 7 : L’APPROCHE BASEE SUR LA VALORISATION DES RESSOURCES LOCALES AU PROFIT DU DEVELOPPEMENT LOCAL INTEGRE .....	17
IV-9- SESSION TECHNIQUE 8 : APPROCHES BASEES SUR LA VALORISATION DES RESSOURCES LOCALES : PROGRAMMES, PROJETS ET TECHNIQUES .....	18
IV-10- SESSION DE CLOTURE.....	20
<b>V- VISITES DE TERRAIN .....</b>	<b>21</b>
V-1- CIRCUIT 1 : GOUVERNORAT DE NABEUL .....	21
V-2- CIRCUIT 2 : GOUVERNORAT DE JENDOUBA .....	21
V-3- CIRCUIT 3 : GOUVERNORAT DU KEF .....	21
<b>VI- SESSION MINISTERIELLE .....</b>	<b>23</b>

## I- PREAMBULE

Le dix-huitième Séminaire Régional Africain des Praticiens de la Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) a été organisé sous le haut patronage du Gouvernement de la République Tunisienne par l'intermédiaire du Ministère du Développement de l'Investissement et de la Coopération Internationale (MDICI).

Un appui à l'organisation du séminaire a été fourni par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) par l'intermédiaire de son Service des Investissements à forte intensité d'emploi (EMP/INVEST) représenté sur le terrain par le bureau de pays pour l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie.

Le séminaire s'est déroulé pendant cinq jours du lundi 09 au vendredi 13 Septembre 2019 à l'hôtel « Le Palace – Gammarth » à Tunis en Tunisie.

Comme les 17 éditions précédentes, le séminaire a été l'occasion de discuter, évaluer et échanger les idées, les connaissances et les expériences développées ou en cours de développement en matière de politiques, de pratiques et de technologies à fort potentiel d'emplois ou de travail. Les débats animés de haut niveau et les réflexions productives ont abouti à des solutions et des actions concrètes ainsi qu'à des conclusions partagées par les divers participants.

La 18<sup>ème</sup> édition du séminaire a attiré 337 participants de 42 nationalités venant des pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe, dont 140 participants internationaux, 13 ministres ou leurs représentants. Au total, une trentaine de communications de haut niveau ont été présentées au cours des neuf sessions programmées.

Le séminaire a adopté et publié une déclaration ministérielle consensuelle récapitulant la position des pays africains au sujet des différents thèmes abordés.

## II- EDITIONS PRECEDENTES

Dix-sept éditions précédentes du Séminaire Régional Africain des Praticiens de la Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) ont eu lieu depuis 1990 dans divers pays africains. Toutes les éditions précédentes, organisées par les différents états africains hôtes et soutenues par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), ont constitué des rencontres internationales dédiées au partage des connaissances et pratiques sur le développement, l'évolution et la promotion des travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) en Afrique et dans le monde.

Chaque édition du séminaire, placée sous un thème principal essentiel pour le développement des pays africains par l'amélioration des opportunités d'emploi, a regroupé des hauts dirigeants et décideurs politiques du continent, ainsi que des planificateurs, des experts, des universitaires, des représentants des organisations de la société civile, des acteurs du secteur privé, etc.

Les thèmes, les dates et les lieux de tenue de ces dix-sept éditions du séminaire sont récapitulées dans le Tableau 1 ci-dessous.

<b>Edition</b>	<b>Ville, Pays</b>	<b>Dates</b>	<b>Thèmes</b>
17	Addis-Ababa, Ethiopie	13 - 17 Novembre 2017	Réaliser les Objectifs de Développement Durable (ODD) : l'approche de l'investissement à haute intensité de main-d'œuvre
16	Cotonou, Benin	26 - 30 Octobre 2015	Approche HIMO face aux défis du développement durable en contexte de décentralisation
15	Yaoundé, Cameroun	24 - 28 Février 2014	Les approches HIMO dans les infrastructures : des politiques à l'action en vue de la création des emplois
14	Accra, Ghana	5 - 9 Septembre 2011	Travaux publics pour des emplois décents et la réduction de la pauvreté : politiques et pratiques
13	Kampala, Uganda	30 Novembre - 4 Décembre 2009	Les approches HIMO dans le secteur de la construction : un catalyseur pour atteindre la prospérité pour tous
12	Durban, Afrique du Sud	8 - 12 Octobre 2007	Prioriser l'emploi dans les politiques gouvernementales et les investissements dans les programmes d'infrastructure
11	Mombasa, Kenya	2 - 7 Octobre 2005	Approche HIMO intégrée pour le développement socio-économique
10	Arusha, Tanzanie	13 - 17 Octobre 2003	La technologie basée sur le travail pour la réduction de la pauvreté
9	Maputo, Mozambique	20 - 24 Mai 2002	Vers des pratiques d'ingénierie appropriées et un environnement favorable

8	Caire, Egypte	15 - 19 Octobre 2000	Le nouveau millénaire : défis pour les investissements à Haute Intensité de Main-d'œuvre
7	Lusaka, Zambie	3 - 7 Mai 1999	Contrats de travaux à Haute Intensité de Main-d'œuvre dans les secteurs urbain et rural
6	Jinja, Uganda	29 Septembre - 3 Octobre 1997	Le bon outil pour l'emploi : un examen des outils et des équipements pour les travaux d'infrastructure HIMO
5	Accra, Ghana	22 - 26 Avril 1996	Les contrats basés sur le travail
4	Johannesburg, Afrique du Sud	16 - 20 Janvier 1995	Développement de l'infrastructure urbaine : éducation et formation
3	Harare, Zimbabwe	27 Septembre - 1 Octobre 1993	Outils et équipement, développement de petits entrepreneurs, participation des femmes aux travaux routiers à Haute Intensité de Main-d'œuvre
2	Mohales Hoek, Lesotho	3 - 6 Mars 1992	Entretien des routes, passation de marchés, compactage et normes du travail
1	Mbeya, Tanzanie	26 - 28 Février 1990	Structures à faible coût, transport, formation, entretien des routes et gestion de la main-d'œuvre

*Tableau 1 : Editions précédentes du séminaire*

Au terme du 17<sup>ème</sup> Séminaire Régional Africain des Praticiens de la Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) tenu à Addis-Abeba en Ethiopie du 13 au 17 Novembre 2017, la Tunisie a été désignée à l'unanimité par l'ensemble des pays participants pour abriter la dix-huitième édition du séminaire.

### **III- ACTIVITES PREPARATOIRES PRECEDANT LA 18<sup>EME</sup> EDITION**

En se basant sur le retour d'expériences des anciennes éditions du séminaire, plusieurs activités préparatoires précédant le déroulement de la 18<sup>ème</sup> édition de plus que 12 mois ont été prévues, énumérées, programmées et entreprises.

#### **III-1- ORGANISATION ET ASPECTS ADMINISTRATIFS**

Du côté du Gouvernement de la République Tunisienne, le Ministère du Développement de l'Investissement et de la Coopération Internationale (MDICI) était le premier responsable de l'organisation et du déroulement du séminaire. Le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement (MALE) et le Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi ont aussi contribué à l'organisation.

Un Mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République Tunisienne représenté par le Ministère de Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale (MDICI) et l'Organisation Internationale du Travail (OIT), représentée par le Bureau International du Travail (BIT) – Bureau de pays de l'OIT pour l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie a été signé le 28 mai 2019 à Tunis. Conformément aux dispositions du mémorandum, le BIT était chargé de fournir un appui pendant la durée des préparatifs, l'organisation et le déroulement du séminaire

Un comité d'organisation a été désigné. Il s'est chargé de tous les aspects ayant trait à l'organisation du séminaire et s'est réuni périodiquement d'une façon assez régulière. Des représentants de plusieurs ministères et organismes ont fait partie de ce comité (Ministère des Affaires Etrangères, Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Santé Publique, Ministère du Transport, Ministère des Finances, Banque Centrale de Tunisie, etc.).

#### **III-2- ASPECTS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES**

Un comité scientifique présidé par le président de l'Université Tunis El Manar a été désigné. Il a été composé de professeurs universitaires ainsi que des chercheurs l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ) relevant du Ministère de Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale (MDICI).

Le comité scientifique avait pour rôle de fixer les objectifs de la 18<sup>ème</sup> édition du séminaire, choisir et valider les thèmes, préparer le guide pour les auteurs et évaluer les contributions scientifiques et techniques des participants au séminaire.

### **III-2-1 Objectifs du séminaire**

Les objectifs qui ont été fixés et retenus par le comité scientifique de la 18<sup>ème</sup> édition du séminaire sont les suivants :

- mettre l'accent sur l'intérêt que présente l'adoption de l'approche de la Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) dans les investissements touchant à divers secteurs d'activités et faisant intervenir de multiples acteurs ;
- permettre aux participants d'avoir une meilleure maîtrise de l'approche et des outils mobilisés pour la conduire ;
- démontrer d'une façon concrète que les programmes de développement durable dans un contexte de décentralisation offrent de vraies opportunités et conditions extrêmement favorables à la création d'emplois décents, l'amélioration des conditions de travail, l'utilisation des ressources locales, la valorisation des substances utiles, la consolidation de l'expertise et des compétences locales et la création et le renforcement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) ;
- donner une forte impulsion et définir les actions et mesures prioritaires nécessaires pour accompagner, renforcer et accélérer les processus de décentralisation ;
- dresser un état des lieux pour le compte des parties prenantes africaines sur les préoccupations associées à l'insuffisance des infrastructures et des équipements de qualité, le chômage des jeunes et des femmes, la faible couverture sociale, le flux migratoire, les changements climatiques, etc. ;
- appuyer l'intégration de toutes ces préoccupations dans les politiques et pratiques de développement avec proposition de mesures concrètes et efficaces qui tendent à augmenter et améliorer la résilience économique des pays africains ;
- renforcer les alliances et les partenariats stratégiques concrets, en particulier ceux rentrant de la cadre de la coopération sud-sud.

### **III-2-2 Thèmes du séminaire et appel à communications**

Le comité scientifique avait lancé un appel à communications de la 18<sup>ème</sup> édition du séminaire placée sous le thème principal : "Vers un développement local durable et inclusif : valorisation des ressources locales et emplois décents".

Les communications ayant trait aux travaux de recherche, techniques, études de cas, innovations technologiques, etc. se rapportant à l'un des sous-thèmes suivants ont été attendues :

- Technologies alternatives et innovantes favorables à la création d'emploi pour des infrastructures et des équipements de qualité.
- Institutionnalisation et mécanismes de financement (aux niveaux local et national) des programmes d'investissement viables et durables à fort potentiel d'emploi.
- Apports de l'approche de la Haute Intensité de Main d'œuvre dans la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD).
- L'approche basée sur la valorisation des ressources locales au profit du processus de décentralisation.
- L'employabilité des jeunes et l'adéquation des formations professionnelles et universitaires aux besoins et aux offres du marché du travail dans le secteur de la construction et des travaux publics.
- Formations, programmes, projets, techniques et procédés utilisant des approches basées sur la valorisation des ressources locales : partage d'études de cas (monitoring et évaluation), d'expériences réussies et de bonnes pratiques capitalisées.
- Les chantiers de travaux verts : protection de l'environnement et investissements répondant aux défis du changement climatique.
- Aspects juridiques, législatifs et sociaux permettant l'application efficace de l'approche basée sur la valorisation des ressources locales dans le secteur de la construction : sécurité sociale, concept de travail décent, passation de marchés, partenariats public-privé et public-communautaire, prise en charge des groupes de personnes cibles (enfants, femmes, etc.) et vulnérables (personnes à handicap, etc.), etc.

Le processus complet de sélection des communications est récapitulé dans le Tableau 2. Une trentaine de résumés en Français et en Anglais ont été reçus en première phase. Les auteurs des résumés acceptés ont ensuite été appelés à préparer des articles en version intégrale selon le guide des auteurs préparé par le comité scientifique du séminaire. En dernière phase de sélection, 25 articles (en Français et en Anglais) ont été retenus et autorisés à des présentations orales lors du séminaire.

<b>Date</b>	<b>Action</b>
07 Janvier 2019	Ouverture de la soumission des résumés
30 Avril 2019	Date limite de soumission des résumés
15 Mai 2019	Notification de l'acceptation des résumés et ouverture de la soumission des articles en version intégrale
15 Juillet 2019	Date limite de soumission des articles en version intégrale
31 Juillet 2019	Notification de l'acceptation des articles en version intégrale avec éventuels commentaires
15 Août 2019	Notification de l'acceptation définitive des articles corrigés en version intégrale
09 – 13 Septembre 2019	Déroulement du séminaire

*Tableau 2 : Processus de sélection des communications*



## IV- CONFERENCES PLENIAIRES ET ACTES DU SEMINAIRE

### IV-1- SESSION D'OUVERTURE

La session a débuté avec l'hymne national de la République Tunisienne, suivi d'une courte cérémonie au cours de laquelle un représentant du Gouvernement Ethiopien (hôte de la 17<sup>ème</sup> édition du séminaire) a assuré la passation de la présidence du séminaire au représentant du Gouvernement Tunisien.

La première conférence plénière intitulée « innovations dans les investissements et les programmes publics pour l'emploi » a été assurée par Madame Mito Tsukamoto cheffe de division DEV/INVEST du Département emploi du Bureau International du Travail. Elle a présenté le thème de la qualité et des infrastructures durables et a évoqué les récents événements internationaux de haut niveau consacrés au développement des infrastructures dans les pays en développement. Elle a aussi rappelé les défis de développement actuels tels que le chômage et l'adaptation au changement climatique et a placé le séminaire dans son contexte. Mme Tsukamoto a lié ces défis à l'Agenda du travail décent de l'OIT et a évoqué les partenariats internationaux et la coopération pour le développement en tant que moyen de relever ces défis.

Madame Cynthia Samuel-Olonjuwon, directrice régionale de l'Organisation Internationale du Travail pour l'Afrique, a ensuite fait une intervention. Elle a commencé par remercier le Gouvernement de la République Tunisienne d'avoir accepté d'accueillir la 18<sup>ème</sup> édition du séminaire régional. La directrice régionale a parlé du centenaire de l'OIT, de l'avenir du travail et de la promotion de la justice sociale. Elle a établi un lien entre ces questions et les stratégies du programme d'assurance-chômage. Elle a rappelé que le BIT promeut l'emploi, la justice sociale et les normes du travail en Afrique depuis 60 ans mais qu'en dépit des progrès réalisés, il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine. Elle a expliqué l'approche adoptée par l'OIT pour combler les lacunes actuelles dans le monde du travail. Mme Samuel-Olonjuwon a identifié la médiocrité des infrastructures et le chômage comme deux déficits majeurs en Afrique et a expliqué que l'approche HIMO pourrait être une solution.

Monsieur Mokhtar Hammami, Ministre de l'Environnement et des Affaires locales a abordé la question du pouvoir local comme fondement du développement régional. Il a confirmé que l'économie sociale solidaire est une nouvelle forme de promotion professionnelle, aidant à investir dans l'être humain. Selon Monsieur le Ministre, l'infrastructure et les technologies alternatives sont aujourd'hui à fort potentiel d'emplois. Il faut donc créer des réseaux régionaux pour mettre

en valeur toutes ces potentialités qui existent dans chaque localité et ainsi promouvoir un environnement local permettant de lutter contre l'exode rural et la mobilité. Il a également mis l'accent sur certains cas réussis de coopération Sud/Sud.

Le dernier discours de la session d'ouverture était celui de Monsieur Zied Laadhari, ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale, qui a officiellement ouvert le séminaire. Il a souligné l'importance de ce séminaire en tant qu'occasion d'échanger des expériences et des pratiques réussies pour concrétiser l'approche à forte intensité de main-d'œuvre visant les objectifs de développement. Il a aussi mis l'accent sur la destination Afrique, un marché prometteur qui atteindra les 2, 5 milliards de consommateurs dans quelques décennies faisant de cette Afrique de plus en plus jeune, une terre d'opportunités et de défis.

La session d'ouverture a été clôturée par la signature officielle d'un mémorandum d'accord entre la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) (représentée par Madame Boutheina Ben Yaghlane, sa directrice générale) et l'Organisation Internationale du Travail (OIT) (représentée par Madame Cynthia Samuel-Olonjuwon, directrice régionale pour l'Afrique) en présence de Monsieur Ridha Chalghoum Ministre des Finances. Les deux parties ont convenu de collaborer ensemble pour promouvoir le développement des régions défavorisées en Tunisie et de soutenir et accompagner les projets pilotes locaux ayant trait aux infrastructures locales valorisant les matériaux locaux avec les technologies alternatives, aux investissements forestiers avec valorisation des métiers forêts ayant une logique d'actions durables et inclusives et à la promotion de l'économie sociale et solidaire à hautes valeurs sociétales, génératrices d'emplois.

Une photo regroupant tous les participants a enfin été prise.

#### **IV-2- SESSION TECHNIQUE 1: APPROCHES BASEES SUR LA VALORISATION DES RESSOURCES LOCALES : PROGRAMMES, PROJETS ET TECHNIQUES**

Cette session a comporté deux présentations. Elle a débuté par l'intervention de Monsieur Akunuri Murali, Directeur General de Telangana State Archives à Hyderabad en Inde. Son intervention intitulée « innovations dans le programme MGNREGS - Programme d'emploi salarié dans les zones rurales en Inde » parle du programme national Mahatma Gandhi de garantie de l'emploi rural (MGNREGS). Ce dernier est le plus vaste programme à l'échelle mondiale de lutte contre la pauvreté rurale. Il est financé par le gouvernement indien. L'objectif principal de ce programme est de fournir de l'emploi à des tranches défavorisées de la population. Il s'agit de

l'une des interventions les plus réussies, qui touche actuellement près de 80 millions de travailleurs chaque année dans tout le pays.

La deuxième intervention de la session intitulée « opération HIMO selon l'approche PNDP au Cameroun » a été présentée par Monsieur Frédéric Bandon et Madame Marie Madeleine Nga. Ils ont rappelé que la pratique de la HIMO au sein du Programme National de Développement Participatif (PNDP) vise à travers la création d'infrastructures socio-économiques, la promotion de l'emploi de la main-d'œuvre locale, des matériaux locaux et un transfert rapide des revenus aux travailleurs. L'utilisation de l'ingénierie sociale en zone d'insécurité permet de faciliter l'insertion socioéconomique du jeune bénéficiaire. Cette opération en cours a permis dans 31 communes à mettre en œuvre 125 km de routes réhabilitées, 280 m<sup>3</sup> d'eau potable au bénéfice des populations, 278 500 m<sup>3</sup> d'eau pour le bétail, 2 000 m<sup>3</sup> de capacité de stockage de produit agricoles, 6 026 jeunes employés dont 34 % de femme ont perçu 2 917 286 euros. Parmi ces jeunes, 5 829 ont démarré une activité d'insertion socio-économique.

#### **IV-3- SESSION TECHNIQUE 2 : TECHNOLOGIES ALTERNATIVES ET INNOVANTES FAVORABLES A LA CREATION D'EMPLOI POUR DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS DE QUALITE**

Cette session a comporté quatre présentations. La première présentation a été donnée par Messieurs Félix Aubry Fanyi et Robert Bidime Nougua du Cameroun. Elle est intitulée « promotion des technologies de valorisation des matériaux locaux pour l'amélioration du cadre de vie des populations et la création d'emplois au Cameroun ». Les auteurs ont présenté quelques réalisations pilotes qui partent de l'extraction des matériaux locaux (pierre et terre), puis leur transformation et leur utilisation dans des chantiers de construction des infrastructures par des techniques intensives en emplois : pavage de routes en pierres taillées, construction des ouvrages de franchissement en maçonnerie de moellons, construction des bâtiments avec fondation en pierres sèches et élévation en blocs de terre comprimée, etc. La présentation s'est achevée par l'énumération de quelques contraintes majeures qui freinent le développement des infrastructures à partir des matériaux locaux.

La seconde présentation a été donnée par Monsieur Harisoa randriantsarafara et Madame Holiarivony ramiarintsoa du projet HIMO Madagascar. Ils ont abordé les appuis du programme conjoint OIT/PAM/UNICEF Madagascar au programme « éducation pour tous » du gouvernement Malgache. Le programme se concentre sur le renforcement des capacités nationales dans le secteur de l'éducation et fournit un soutien aux écoles dans les trois régions les

plus reculées de Madagascar. La présentation a montré l'analyse des résultats obtenus durant la période de programmation (2015-2019), la valeur ajoutée du Programme Conjoint, les leçons apprises et les recommandations pour le soutien futur du secteur de l'éducation ainsi que les apports de l'Approche HIMO structurée dans la réalisation des ODD 4 et 8.

La troisième présentation a été délivrée par Monsieur Seif Allah Snoussi et Madame Sarra Ayari de la Tunisie. Ils ont dressé un état des lieux des expériences des projets HIMO en Tunisie en mettant l'accent sur la valorisation des matériaux locaux et la création d'emplois dans le cadre du projet BIT/UE Initiative Pilote pour un Développement Local Intégré (IPDLI). Les objectifs de étaient de rechercher et de sélectionner des sites à fort potentiel de qualité et d'accessibilité pour l'extraction de la pierre dans 4 gouvernorats et 10 communes en Tunisie. Les aspects démographiques, économiques et sociaux ainsi que l'évolution des principaux indicateurs de développement des communes sont favorables à l'épanouissement de la région et par conséquent au besoin de matières premières locales existantes en quantité et en qualité dans des lieux accessibles.

La dernière présentation lors de cette session a été donnée par Monsieur Gamelihle Sibanda de l'Afrique du Sud. La présentation est basée sur le document de l'OIT intitulé « l'avenir de l'emploi », qui s'intéresse à l'automatisation sous différentes formes, telles que l'apprentissage automatique, le traitement automatique du langage naturel, l'automatisation des processus robotiques, les robots, etc. L'auteur a mis l'accent sur la nécessité d'obtenir un gain net d'emplois qui met l'accent sur la pensée critique, la créativité, la négociation, la persuasion, la pensée analytique, l'empathie et les émotions. La présentation a abordé l'apprentissage tout au long de la vie, l'extinction de l'emploi, la transformation, le remplacement et les nouveaux emplois.

#### **IV-4- SESSION TECHNIQUE 3 : PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES GRACE A DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'ŒUVRE (HIMO)**

Cette session a été subdivisée en deux parties. La première partie a débuté par une vidéo illustrant la participation active des femmes aux projets HIMO réalisés en Tunisie suivie d'un exposé introductif de haut niveau ayant trait à l'égalité et l'autonomisation économique des femmes à la lumière du processus de décentralisation en Tunisie et l'axe des infrastructures. Cet exposé a été donné par Monsieur Jad Boubaker coordinateur principal du projet BIT/UE IPDLI au nom de Monsieur Mokhtar Hammami, Ministre de l'Environnement et des Affaires locales. Madame Maria Teresa Gutierrez, spécialiste des questions de genre au BIT a ensuite dressé un

état des lieux sur l'intégration de la dimension de genre dans le développement des infrastructures dans la région. Elle a enfin introduit les participants à la seconde partie de la session qui s'est déroulée sous la forme d'un panel interactif.

L'objectif du panel interactif était de faire entendre la voix de différents acteurs et de leur permettre d'analyser les opportunités et de décrire la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes par le biais de programmes d'investissement à forte intensité d'emploi. Monsieur Htun Hlaing, ancien ingénieur du CTA en Jordanie a parlé du renforcement de la participation et du leadership des femmes par le biais de travaux d'infrastructure. Il a expliqué la manière avec laquelle les femmes sont incluses dans les processus de planification, d'employabilité, de développement des compétences et d'autonomisation. Madame Imen Makhoulf, ingénieure civil tunisienne a démontré la possibilité d'autonomiser les femmes professionnelles entrant sur le marché du travail des travaux publics. Mme Mokgadi Raganya, entrepreneuse de l'Afrique du Sud a mis l'accent sur l'implication des femmes dans les contrats, en particulier dans les initiatives HIMO et la création des lieux de travail d'infrastructures exempts de discrimination, de harcèlement et de violence. Les témoignages des différents intervenants ont suscité l'intérêt des participants. La phase suivante de questions-réponses portaient essentiellement sur les procédures, les conditions de travail et les stéréotypes susceptibles d'empêcher les femmes de participer aux travaux publics.

#### **IV-5- SESSION TECHNIQUE 4: LES EVALUATION DE L'IMPACT EMPLOI DANS DIFFERENTS CONTEXTES EN UTILISANT DIFFERENTES APPROCHES**

Cette session a été subdivisée en deux parties. La première partie a débuté par une conférence plénière donnée par Monsieur Zouhair El Kadi, Directeur Général de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ). Il a abordé les analyses des effets de l'emploi dans la préparation des plans d'investissement régionaux en Tunisie en mettant l'accent sur les projets d'infrastructure routière. Cette présentation a été suivie par une vidéo illustrant les réalisations dans le cadre du projet STRENGTHEN puis par une présentation donnée par Monsieur Maikel Lieuw-Kie-Song, Gestionnaire du Projet pour le compte du BIT. Il a parlé de l'Evaluation de l'Impact des Investissements en Infrastructure sur l'Emploi (EIIIE) et a dressé un état des lieux sur les approches et les résultats du projet au Rwanda au Ghana.

La deuxième partie de la session technique 4 s'est déroulée sous la forme d'un panel modéré par Monsieur Halim Hamzaoui, directeur par intérim du bureau de pays de l'OIT pour l'Algérie,

la Libye, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie. Monsieur Hamzaoui a commencé par mettre l'accent sur l'Évaluation de l'Impact des Investissements en Infrastructure sur l'Emploi (EIIE) et son usage dans la prise en compte de l'emploi dans la planification et les processus de prises de décisions. Il a ensuite présenté les trois panélistes Monsieur Gaspard Musonera Secrétaire Permanent de la Fonction Publique et du Travail (MIFOTRA) du Rwanda, Monsieur Bright Wireko Brobby, Ministre adjoint de l'Emploi et des Relations de travail du Ghana ainsi que Monsieur Naoufel Ben Labiadh, conseiller de Madame la ministre de Emploi et de la Formation Professionnelle de la Tunisie. Les trois intervenants ont souligné l'importance des investissements publics pour la création d'emplois. Au Ghana et au Rwanda, les politiques nationales de l'emploi adoptées mettent un accent important sur les investissements en infrastructures et le secteur de la construction. En Tunisie, la nouvelle politique nationale de l'emploi, quasiment finalisée, fera de même. Chacun des intervenants a donné des exemples précis de la manière dont ils ont collaboré avec d'autres départements responsables des infrastructures autres que les ministères du Travail. Cela incluait des exigences en matière d'établissement de rapports, ainsi que d'autres mesures telles que le placement de diplômés dans des projets financés par le gouvernement et l'utilisation du programme d'assurance-investissement pour certains types d'infrastructure.

#### **IV-6- SESSION TECHNIQUE 5 : APPORTS DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'ŒUVRE (HIMO) DANS LES SITUATIONS FRAGILES : RESILIENCE ET PAIX**

Cette session a été modérée par Monsieur Federico Negro du BIT. Il a commencé par attirer l'attention des participants sur la pertinence des activités de l'OIT dans le contexte de la fragilité, avec une référence au programme phare « Des emplois pour la paix et la résilience » et à la recommandation 205 sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience. Il a ensuite introduit les cinq présentations programmées dans le cadre de la session.

La première présentation a été donnée par Monsieur Federico Barroeta de l'OIT en Mauritanie. Il a dressé un état des lieux de la situation d'insécurité alimentaire en Mauritanie, qui touche environ 25% de la population totale. Il a ensuite présenté le « chantier école HIMO » destiné à la création d'emplois pour les jeunes, qui intègre à la fois des formations théoriques et pratiques, le processus de sélection ciblant spécifiquement les groupes de jeunes vulnérables et leur développement des capacités. À l'aide d'exemples concrets du projet PECOBAT, il a souligné la possibilité de reproduire ce modèle, comme en témoigne le nombre croissant de donateurs intéressés ces dernières années.

La deuxième présentation a été donnée par Messieurs Christopher Choueiri et Tomas Stenstrom, de l'OIT au Liban. Ils ont présenté l'approche d'intervention à objectifs multiples HIMO au Liban, qui visait à renforcer la résilience des communautés d'accueil en améliorant leurs moyens de subsistance tout en offrant des possibilités d'emploi aux réfugiés Syriens qui contribuent simultanément au développement des infrastructures nationales. Avec une attention particulière pour les groupes vulnérables et l'inclusion des femmes, le Bureau de l'OIT au Liban a renforcé les capacités de plus de 80 entreprises privées grâce à un ensemble de formations portant sur les procédures d'appel d'offres et de mobilisation de ressources, etc. Il a également introduit le cadre de sauvegarde environnementale et sociale un instrument aligné sur les lois nationales ainsi que sur les conventions internationales pertinentes, selon lesquelles un personnel formé par le BIT contrôle son respect sur le site du projet.

La troisième présentation a été donnée par Monsieur Bashar El Samarneh de OIT en Jordanie. Il a commencé par rappeler la tendance alarmante d'augmentation du taux de chômage dans le pays, qui a été considérablement touchée par la crise régionale. Il a démontré que l'inclusion de l'approche HIMO dans les services municipaux était un moyen efficace de développer la capacité institutionnelle, tout en accordant l'attention voulue aux communautés locales et à leur cohésion sociale.

La quatrième présentation donnée par Madame Maha Kataa de l'OIT au Liban a été l'occasion de compléter les informations fournies par ses collègues avec l'introduction des piliers stratégiques de la réponse de l'OIT à la crise des réfugiés syriens en Jordanie (renforcement de la gouvernance du marché du travail, amélioration de la productivité du secteur privé création d'emplois, et création immédiate d'emplois décents). Elle a souligné la nécessité de rechercher des synergies entre les projets d'agrandissement, ainsi que de renforcer le partenariat avec les parties prenantes nationales, dont l'aboutissement est la réussite de l'intervention législative de l'OIT visant à permettre la délivrance de permis de travail aux réfugiés syriens.

La cinquième présentation de l'agence pour les affaires des réfugiés et des rapatriés Ethiopienne a attiré l'attention de l'audience sur la situation dans laquelle se trouve l'Éthiopie, où des réfugiés de 26 pays sont hébergés dans un nombre croissant de camps de réfugiés. Malgré les circonstances, l'introduction d'un nouvel instrument juridique dans le pays a permis aux réfugiés d'obtenir des permis de travail, l'accès à l'éducation et un enregistrement légal, ouvrant ainsi de nombreuses possibilités à une programmation de type à forte intensité d'emploi.

#### **IV-7- SESSION TECHNIQUE 6 : AMELIORATION DE LA MOBILITE DURABLE A TRAVERS L'UTILISATION DE L'APPROCHE A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'ŒUVRE (HIMO)**

Cette session a été modérée par Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de Transport Tunisien. Il a montré les efforts consentis par le Gouvernement Tunisien pour améliorer l'accès de la population aux transports en commun. Il a souligné le fait que de meilleurs réseaux de transport aident à répondre à la demande croissante et à accélérer les exportations. Actuellement, 11% des investissements publics sont consacrés à l'amélioration du réseau de transport national du pays. Il a confirmé que les trois piliers indispensables à la mobilité durable sont une gouvernance cohérente, un mécanisme durable de financement et un renforcement des capacités au niveau régional. Cette session a comporté quatre présentations.

La première présentation a été donnée par Monsieur Karim Daouas, Président Directeur Général de la Société Nationale de Transport Interurbain (Tunisie). Il a présenté les conditions dans lesquelles le système de transport pourrait renforcer les efforts de développement durable et la création d'emplois. Il a confirmé que le transport durable permet d'améliorer l'accès des personnes, réduire la pollution de l'air, assurer la sécurité des routes afin de réduire le nombre de décès et augmenter l'efficacité énergétique, qui sont tous conformes à l'approche intégrée des ODD en matière de protection sociale et de développement économique et environnemental.

La deuxième présentation a été donnée Monsieur Shailandra Kumar Jha de l'OIT au Népal. Il a présenté ses expériences avec le programme de renforcement du programme national de transport rural dans son pays. Il a souligné que l'intervention dans le programme vise à introduire les activités d'entretien des travaux routiers dans de nombreuses régions du pays en collaboration avec le gouvernement du Népal et la Banque mondiale. Il a énuméré les diverses réalisations du programme telles que la parité hommes-femmes, la sécurité et la santé au travail, les travaux de bâtiment, la cohésion sociale, etc. Il a également souligné l'importance de l'utilisation des technologies numériques et des mécanismes de partage de l'information pour répondre efficacement aux besoins des communautés.

La troisième présentation a été donnée par Madame Misrak Gashaw de l'Ethiopie. Elle a présenté les résultats de son étude sur l'impact du programme d'accès universel rural (URRAP) dans l'administration de la ville de Dire Dawa en Éthiopie, qui intégrait l'approche à forte intensité d'emploi dans le but de réduire la pauvreté. Elle a expliqué la méthodologie de recherche permettant de réaliser une évaluation d'impact avec l'utilisation de données statistiques. Ses



résultats ont mis en évidence la corrélation significative entre l'intervention URRAP et les moyens de subsistance en milieu rural et la consommation des ménages, recommandant son extension.

La quatrième présentation a été donnée par l'OIT en Afrique du Sud. Il a été présenté le potentiel des activités d'entretien courant des routes adaptées à la durabilité de l'approche HIMO. Un accent a été mis sur les avantages des méthodes à forte intensité de main-d'œuvre en termes d'emploi et de génération de revenus, ainsi que de développement économique local, de résilience au changement climatique et de développement des capacités personnelles et/ou des PME.

#### **IV-8- SESSION TECHNIQUE 7 : L'APPROCHE BASEE SUR LA VALORISATION DES RESSOURCES LOCALES AU PROFIT DU DEVELOPPEMENT LOCAL INTEGRE**

Cette session comporte cinq présentations. La première présentation a été donnée par Monsieur Médard Kouatchou, Ingénieur Agro-environnementaliste du Cameroun. Il a présenté les problèmes rencontrés au niveau local au Cameroun, notamment le taux élevé de chômage des jeunes, le manque de main-d'œuvre qualifiée, le manque d'informations précises et la connaissance des besoins locaux. Il a parlé des lois préparées par le gouvernement du Cameroun pour soutenir la décentralisation dans le pays avec un engagement fort pour le développement local. Avec la décentralisation, le développement implique désormais la communauté locale à travers une approche participative. Les processus d'approvisionnement ont été modifiés pour utiliser des entreprises locales et d'autres ressources locales. La force du processus, qui est entièrement géré au niveau local, est la création d'emplois permettant de lutter contre le chômage, la création de travail décent et l'utilisation des ressources locales.

La deuxième présentation a été donnée par Monsieur Mohamed Lamine Bel Haj Amor contrôleur général des dépenses publiques et directeur général de l'inspection de la Ville de Tunis. Il a parlé de la commande publique locale comme levier de développement et de promotion de l'emploi. Il a détaillé les défis en matière d'approvisionnement au niveau local et des efforts déployés par le gouvernement pour les résoudre. Les défis incluent le cadre juridique qui n'encourage pas la participation des PME aux processus de passation de marché, l'utilisation abusive des garanties bancaires, les défis administratifs et techniques, les retards de paiement et le manque d'incitations. Le gouvernement, en vertu de l'article 102, est maintenant en mesure de réglementer les finances et le budget locaux et d'encourager les économies locales à créer des emplois. Cela a conduit à une amélioration de l'environnement juridique et réglementaire grâce à l'utilisation d'incitations, à l'utilisation de ressources locales et au principe de confiance et à la

définition de quotas pour des services spécifiques destinés aux PME. Il a ajouté que le système et les outils utilisés par les PME dans le secteur de la construction ont été améliorés, notamment par un meilleur suivi, l'utilisation de modèles et le renforcement des capacités.

La troisième présentation a été donnée par Monsieur Tatsumi Tokunaga de l'Université Takushoku au Japon. Il a présenté l'impact d'un projet de construction à base de main-d'œuvre sur l'attachement à un lieu à travers une étude de cas dans une zone rurale du Japon. L'étude qui a été menée dans un village appelé Shimojo a été lancée en 1992 et à ce jour, environ 50 000 USD sont dépensés chaque année. Le projet vise à améliorer le cadre de vie des communautés. Le conseil du village fournit les matériaux de construction et la communauté fournit de la main-d'œuvre pour les travaux d'infrastructure. L'effet attendu du projet est la réduction des coûts de construction, la promotion de la convivialité parmi la population locale et l'augmentation de l'attachement à la place (confirmation de l'hypothèse de l'étude). Les données ont été collectées par le biais d'enquêtes par entretiens afin d'identifier l'effet attendu et les variables potentielles affectant l'attachement au lieu.

La quatrième présentation a été donnée par Madame Isabel Fernández de la société HOF Consultores en Colombie. Elle a rappelé que les routes sont généralement en mauvais état dans les zones rurales et cela pose des problèmes tels que l'isolement, une faible productivité, l'appauvrissement, le manque d'opportunités, la migration. Elle a présenté un modèle communautaire d'entretien et de conservation des routes qui constitue un changement de paradigme en faveur d'un modèle de gestion préventive, axé sur l'entretien courant des routes et sur un suivi continu de la situation des routes. Le modèle est l'ensemble des activités, procédures et technologies utilisées pour stocker et traiter les informations pertinentes relatives aux actifs et composants de l'infrastructure routière, nécessaires pour gérer les initiatives de maintenance et de conservation visant à garantir la durabilité technique et économique de cette infrastructure.

La cinquième présentation a été donnée par Monsieur Housseinou Kassougue du Projet Promo Pêche – BIT en Mauritanie. Il a parlé de la création d'opportunités et la valorisation de la côte Mauritanienne à travers les projets des points de débarquement aménagés.

#### **IV-9- SESSION TECHNIQUE 8 : APPROCHES BASEES SUR LA VALORISATION DES RESSOURCES LOCALES : PROGRAMMES, PROJETS ET TECHNIQUES**

Cette session comporte cinq présentations. La première présentation a été donnée par Monsieur Ignatius Ariyo, du ministère des Travaux publics et de l'Infrastructure de la République

d'Afrique du Sud. Il a présenté l'historique et la fonction opérationnelle du programme de travaux publics élargi lancé dans le pays en 2004. Le lancement de ce programme financé par le gouvernement avait comme objectif la réduction de la pauvreté en se concentrant sur quatre secteurs : infrastructures, non gouvernemental, environnement et culture et social, au travers plusieurs arrangements institutionnels à plusieurs niveaux.

La deuxième présentation a été donnée par Monsieur Faycal Zanhar du ministère tunisien de la Formation professionnelle et de l'Emploi. Il a présenté ses expériences en matière de mobilisation des municipalités locales pour des formations efficaces en entrepreneuriat. Il a expliqué le processus concret de la fourniture de formations professionnelles à travers les cinq étapes suivantes : l'identification de la municipalité locale à engager et à conférer un pouvoir décisionnel, l'établissement du budget aux côtés du ministère responsable, la tenue d'ateliers pour parvenir à un accord mutuel, la construction capacité d'entreprendre par le biais de formations et la passation de marchés avec les municipalités locales.

La troisième présentation a été donnée par Monsieur Nhlanhla Sithole du département national des affaires environnementales de l'Afrique du Sud. Il a présenté un contexte politique plus large qui complétait la présentation de Monsieur Ignatius Ariyo en présentant le Plan de Développement National 2030 proposant une approche multidimensionnelle. Il a évoqué les efforts du gouvernement visant à autonomiser les jeunes par le biais de travaux publics afin de contribuer au développement des communautés et de renforcer la cohésion sociale.

La quatrième présentation a été donnée par Monsieur Bacem Kahouach architecte tunisien. Il a présenté un projet pilote à Gafsa, mis en œuvre en partenariat avec le BIT, ainsi que l'éco-conception des travaux de construction dans le cadre de l'approche locale axée sur les ressources et de la participation des communautés locales. Il a appelé à la poursuite des recherches sur l'écoconstruction afin de constituer une base factuelle, ainsi que sur les actions visant à développer un mécanisme de formation systématisé sur la méthode d'écoconstruction.

La cinquième présentation a été donnée par Docteur Monia Trabelsi médecin de travail de la Tunisie. Elle a exposé les aspects de la sécurité et de la santé au travail en abordant l'approche HIMO. Elle a souligné que le risque de mort professionnelle est plus fréquent dans le secteur de la construction que dans les autres secteurs. Elle a aussi souligné l'importance des dialogues sociaux tripartites sur la SST et d'une application rigoureuse de la loi aux niveaux national et local.

#### IV-10- SESSION DE CLOTURE

Cette session a été subdivisée en cinq parties. La première partie a été dédiée au recueil des feedbacks des participants aux visites de terrain organisées le 11 septembre. Les expériences partagées pour les trois circuits étaient positives. Durant la seconde partie, les participants ont rempli un questionnaire d'évaluation du séminaire.

La troisième partie de la session a été dédiée aux mots des participants au 18<sup>ème</sup> Séminaire Régional Africain des Praticiens de la Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO). La déclaration a été présentée par le représentant du Bénin. Certains commentaires ont été formulés afin d'inclure des mesures de suivi des engagements pris lors du séminaire. Il a aussi été proposé de procéder à un examen intermédiaire après un an afin de s'assurer que les pays sont sur la bonne voie pour obtenir les résultats attendus de la Déclaration Ministérielle. Un participant a suggéré d'inclure les engagements relatifs au changement climatique dans la déclaration des participants et de séparer les engagements des ministres des informations générales. Le secrétariat du séminaire a accepté l'intégration de ces suggestions à la version finale de la déclaration qui a été après approuvée à l'unanimité par les participants. Ces derniers se sont engagés à traduire en actions concrètes la Déclaration Ministérielle de Tunis afin de maximiser les possibilités d'emplois et améliorer les moyens de subsistance en prenant en compte l'innovation, les nouvelles technologies et les transformations digitales afin de ne laisser personne de côté.

Dans la quatrième partie, quatre pays ont présenté (à travers des exposés oraux, des présentations illustratives et des vidéos) leurs candidatures pour accueillir la 19<sup>ème</sup> édition du séminaire en 2021 : la Mauritanie, le Rwanda, la Tanzanie et la Zambie. Les 139 participants présents lors de la session de clôture ont tous participé à un vote anonyme. Les résultats étaient 63 voix pour le Rwanda, 55 voix pour la Tanzanie, 10 voix pour la Zambie et 10 voix pour la Mauritanie. Le directeur général du Ministère de la Fonction publique et du Travail Rwandais Monsieur Faustin Mwambari a donné un discours sous les applaudissements invitant les participants à se rendre au Rwanda dans deux ans.

Durant la dernière partie de la session, trois discours de clôture et de remerciement ont successivement été donnés par Madame Mito Tsukamoto cheffe de division DEV/INVEST du Département emploi du Bureau International du Travail, Monsieur Halim Hamzaoui, directeur par intérim du bureau de pays de l'OIT pour l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie et Monsieur Zied Laadhari, ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale.

## **V- VISITES DE TERRAIN**

Les visites de terrain ont eu lieu le 11 septembre. Trois circuits différents ont été proposés aux participants. Les trois circuits ont comporté des visites techniques (centre de formation, centre technique, organisme publique, chantier-école, projet d'infrastructure, etc.), culturelles et touristiques (site archéologique).

### **V-1- CIRCUIT 1 : GOUVERNORAT DE NABEUL**

Les visites effectuées étaient :

- Centre Technique des Matériaux de Construction, de la Céramique et du Verre (CTMCCV).
- Centre Sectoriel de Formation en Bâtiment et Annexes (CSFBA) Ibn Sina.
- Village artisanal (Cité Mohamed Ali - Commune de Hammam Lif).
- Projet de réaménagement de la cité de Oued Bel Kaied (Hammamet).
- Centre-ville de Nabeul pour le déjeuner.
- Office National de l'Artisanat de Nabeul (ONA).

### **V-2- CIRCUIT 2 : GOUVERNORAT DE JENDOUBA**

Les visites effectuées étaient :

- Siège de la Commune de « Balta Bouaen ».
- Douar Soualhia – Ain Safra.
- Site Archéologique de Bulla Regia.
- Centre-ville de Jendouba pour le déjeuner.

### **V-3- CIRCUIT 3 : GOUVERNORAT DU KEF**

Les visites effectuées étaient :

- Siège de l'Office de Développement Sylvo Pastoral du Nord-Ouest (ODESYPARNO) à Bahra.
- Ferme pédagogique « Mme Naima » à Bahra (Délégation Nebeur).

- Douar Ousseltia – Bahra (Délégation Nebeur).
- Centre-ville du Kef pour le déjeuner.
- Site Archéologique de Dougga.
- Ville de Testour.

## VI- SESSION MINISTERIELLE

Dans le cadre du 18<sup>ème</sup> Séminaire Régional Africain des Praticiens de la Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO), la session ministérielle s'est déroulée les 9 et 10 septembre 2019 à l'hôtel Le Palace - Gammarth à Tunis. Elle a été présidée par Son Excellence Zied Laadhari, Ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale de la République Tunisienne et par Son Excellence Mokhtar Hammami, Ministre des Affaires Locales et de l'Environnement de la République Tunisienne.

La session a réuni les Ministres et représentants des délégations venant de l'Afrique du Sud, Bénin, Cameroun, Ethiopie, Ghana, Madagascar, Mauritanie, Mali, Lybie, Niger, Rwanda, Ouganda et Tunisie en charge de l'Emploi, des Transports, des Travaux Publics, du Développement Local et de l'Environnement, de l'Economie, de l'Investissement et du Plan.

Les réunions lors de la session ministérielle étaient une occasion pour débattre des principaux défis auxquels se heurtent les pays africains pour mettre au point une approche d'investissement à haute intensité de main d'œuvre. Les ministres et leurs représentants ont noté avec satisfaction les progrès réalisés dans la plupart des pays participants et ont élaboré la déclaration de Tunis réaffirmant leur engagement à promouvoir l'investissement à haute intensité de main d'œuvre dans le secteur des infrastructures et d'autres secteurs. Cet investissement est l'un des instruments pertinents pour promouvoir l'utilisation des ressources locales afin de relever les défis du chômage et du développement local et inclusif.

La déclaration de Tunis a été présentée aux différents participants par le président de la session ministérielle Monsieur Mokhtar Hammami Ministre des Affaires Locales et de l'Environnement le 10 septembre. Elle s'articule autour des points principaux suivants :

- Mise en place d'une stratégie et diversification des programmes à forte intensité d'emplois dans la prestation de travaux et de services d'autres activités non liées à l'infrastructure et activités connexes, pour maximiser les possibilités d'emplois et améliorer les moyens de subsistance en prenant en compte l'innovation, les nouvelles technologies et les transformations digitales afin de ne laisser personne de côté.
- Renforcement de la capacité des acteurs, des institutions locales et des communautés et leur alignement sur les systèmes éducatifs nationaux et les priorités nationales sectorielles afin de développer des compétences qui répondent aux besoins du marché

du travail en vue de favoriser l'accès au marché du travail pour les jeunes, les femmes et les personnes aux besoins spécifiques.

- Promotion de la coordination et de l'articulation au niveau des politiques publiques et des programmes et la collaboration entre les différentes structures de mise en œuvre et de gouvernance afin d'améliorer la productivité, l'efficacité et le caractère inclusif des initiatives intensives en emplois qui apporteront des changements significatifs dans la vie des jeunes, des hommes et des femmes, des PME et des personnes aux besoins spécifiques.
- Prise des mesures concrètes et des procédures de passation de marchés publics tant au niveau central que décentralisé qui reconnaissent les organisations communautaires de base comme des entités de mise en œuvre des travaux HIMO, encouragent l'utilisation des ressources locales, facilitent l'accès des entreprises locales et des organisations communautaires de base dans la réalisation des travaux HIMO, tout en induisant des économies dans le coût de construction des équipements sociaux de base.
- Conception et mise en œuvre des programmes locaux d'emplois en favorisant la transparence et la bonne gouvernance en conformité avec les politiques nationales / sectorielles à long terme et les priorités d'investissement afin de créer des moyens de subsistance durables pour les jeunes, les femmes et les personnes aux besoins spécifiques, en fonction de programmes à forte intensité d'emploi dirigés et financés au niveau national.
- Amélioration la collecte, la compilation et la diffusion d'informations et de connaissances sur les bonnes pratiques tout en favorisant la collaboration Sud-Sud et la solidarité internationale dans les domaines des technologies innovantes.
- Pérennisation et renforcement des méthodologies des études d'impacts sur l'emploi, des systèmes de suivi/évaluation des programmes et projets intensifs en emplois, du renforcement de la participation des communautés locales à la réalisation des projets, y compris la réalisation des audits sociaux.